

Mouvement Communiste/Kolektivně proti Kapitálu

Bulletin n°25

25 janvier 2023

Sur le cycle des mouvements démocratiques actuels qui visent la révolution politique démocratique et le rôle des communistes

1) Du continent sud-américain (Chili, Colombie, Équateur) à la Catalogne, en passant par l'Algérie, le Soudan¹, la Biélorussie, la résistance de la société civile ukrainienne à l'invasion russe², le Kazakhstan, la Birmanie, Hong Kong³ ; la Mongolie, le Pérou et, bien évidemment, l'Iran⁴ et la Chine, se succèdent des mouvements démocratiques incontestables, mais qui ont autre chose en commun : tous ces mouvements exigent et visent le renversement de leurs régimes respectifs. Ce ne sont bien sûr pas des mouvements antiétatiques ni des mouvements anticapitalistes. Ce sont des mouvements interclassistes où toutefois la participation des classes opprimées est prépondérante (sans réserves ; « minorités » opprimées), donc évidemment compatibles avec la dictature du capital.

Toutefois, et ceci est relativement nouveau pour la plupart d'entre eux et pour les principaux d'entre eux, ils ne revendiquent pas des réformes des régimes en place, mais la fin de ces régimes. Ces mouvements évoluent d'une manière ou d'une autre vers des révolutions politiques démocratiques. Leur dynamique prend de plus en plus une forme révolutionnaire, au sens de la révolution politique bourgeoise, en vue de l'instauration de la démocratie libérale dans tous ces pays (république parlementaire fondée sur la Constitution et le « *rule of law* », c.-à-d. la primauté de la loi). Ces mouvements ont des intensités différentes. Certains s'avèrent politiquement plus mûrs que d'autres. Et, nouveauté de cette vague du long mouvement démocratique mondial qui ponctue l'histoire contemporaine, depuis la défaite de la dernière vague révolutionnaire prolétarienne des années 1960 et 1970, on assiste à l'apparition – souvent timide mais bien réelle – de la participation de la classe ouvrière en tant que telle.

Cette participation oscille entre l'expression de l'autonomie ouvrière (l'insurrection prolétarienne au Kazakhstan⁵ qui a incorporé pendant un court moment le mouvement démocratique ; la révolte anti-ségrégation dans l'usine Foxconn de Zhengzhou, forte de 200 000 travailleurs, et l'éclosion de luttes défensives, économiques de classe comme en Algérie⁶, en Tunisie (les émeutes et les grèves générales qui se succèdent assez régulièrement depuis des années dans les gouvernorats de Kasserine, Gafsa et de Sidi Bouzid), en Équateur (la révolte des indigènes d'octobre 2022 contre la suppression des subventions au prix de l'essence) ou encore en Biélorussie (grèves et création de comités ouvriers dans plusieurs grandes usines dont celles de Belaruskali, fertilisants, et de Minsk Tractor Works, tracteurs, qui ont tenté de se regrouper en syndicat indépendant au moment du mouvement démocratique de 2020).

¹Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1911FRvF.pdf>

²Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2204FRvF.pdf>

³Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1947%20FRvF.pdf> et <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1439%20FRvG.pdf>

⁴ Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2210FRvF.pdf>

⁵Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2201FRvF.pdf>

⁶Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1906FRvF.pdf>

2) Ces mouvements démocratiques qui débouchent, de plus en plus fréquemment, en tentatives de révolution politique bourgeoise ne menacent pas la domination du capital, qui est assurée dans tous les pays de la planète. Ils ne menacent pas non plus les États, dont la structure administrative demeure le plus souvent intacte après les changements de régime, mais ils déstabilisent l'ordre établi et, par-là, la société civile du capital et son organisation politique, ses corps intermédiaires, ses équilibres internes. On pourrait opposer que, lorsque leurs objectifs sont atteints, le résultat de ces mouvements est le renforcement de la base politique et sociale de la domination du capital. C'est exact en théorie à la condition de contribuer à instaurer une paix sociale durable et stable. Ce qui, avant leur épilogue, est toutefois difficile à prévoir, notamment à l'heure actuelle.

Dans plusieurs des pays investis par ces mouvements démocratiques les plus déterminés, les conditions sociales de retour à la normale sont presque impossibles à réunir, tant la crise fiscale des États respectifs est profonde, tant leurs sociétés civiles sont « fragilisées » et, avec elles, les instituts de l'intégration politique et sociale existants ou à venir. Plus que jamais, l'époque est à la révolution prolétarienne, la seule voie permettant d'éradiquer les raisons de la colère de milliards de sans-réserve. Mais cette révolution, ce long chemin révolutionnaire, nécessite l'émergence de l'autonomie ouvrière, de son organisation politique stable et de l'affirmation de sa direction sur l'ensemble des mouvements des opprimés. En attendant, les mouvements démocratiques se multiplient et progressent en intensité, en endurance, en capacité à élaborer des stratégies de combat.

3) Les exécutifs des pays visés commencent à prendre la juste mesure de ce qui les menace. La solution qu'ils envisagent est invariablement un mélange de répression plus ou moins sélective, plus ou moins préventive, et de concessions, somme toute marginales. En Chine, on desserre un peu la militarisation de la société civile sous prétexte de lutte contre la Covid⁷. En Iran, après avoir envisagé timidement de revoir les règles qui imposent aux femmes le port du voile, on revient dessus, tout en se préparant à une guerre interne contre le Kurdistan. En Algérie, on joue un tour de passe-passe en rangeant le vieux et malade Bouteflika pour que rien ne change. En Tunisie, on promet la laïcité du régime en échange de l'involution présidentialiste de la démocratie parlementaire. Au Kazakhstan, on purge l'État, gangréné par le népotisme du clan Nazarbaïev, on ouvre des timides discussions avec des représentants locaux d'embryons de syndicats indépendants. En Catalogne⁸, on relâche légèrement la pression sur les partis indépendantistes mais Madrid réaffirme la pérennité de la monarchie franquiste.

Au Chili, on promet de faire passer l'abolition de la Constitution de Pinochet exigée par les émeutiers de 2019 à 2021 ainsi que le retrait des augmentations des prix des services publics par un référendum qui aurait dû convoquer une assemblée constituante. En Colombie, en 2021, l'exécutif retire le projet de réforme fiscale pour endiguer un mouvement qui, depuis 2019, s'attaquait à la pauvreté et contestait violemment les contre-réformes de la santé et de l'enseignement. Si de menues concessions commencent à apparaître, plusieurs gouvernements de pays ébranlés par les mouvements démocratiques continuent d'employer la massue pour en venir à bout. C'est toujours le cas à Hong Kong, au Soudan, en Biélorussie et en Birmanie. Les deux types de riposte, que rien n'oppose réellement en pratique, sont plutôt complémentaires et ne garantissent cependant pas le succès de la conservation. Tant s'en faut. Ainsi, de l'autre côté, quand bien même les mouvements démocratiques parviendraient à leurs fins en établissant des régimes de démocratie parlementaire fondés sur le suffrage universel, ces nouveaux régimes ne sauraient connaître le sort enviable des républiques démocratiques créées aux XVIII^e et XIX^e siècles dans le sillage de la prise de pouvoir politique par

⁷ Cette stratégie de militarisation a aussi servi, en l'absence d'une bonne couverture vaccinale, de traitements et de lits d'hôpital, à contenir le virus au moins jusqu'à la fin du congrès du PCC. Le virus avait néanmoins déjà commencé à se répandre dans le silence de la censure et quand le mouvement de contestation a éclaté, le PCC a saisi l'occasion, en levant brusquement les contraintes sanitaires, de faire peser la responsabilité de l'échec de sa politique anti-Covid sur la contestation.

⁸Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1710FR%20v1.pdf>

la bourgeoisie. À cette époque-là, la république démocratique a permis au capitalisme de se développer sans entraves en renforçant numériquement et qualitativement, c'est-à-dire politiquement, son fossyeur, la classe ouvrière. Aujourd'hui, d'éventuelles nouvelles républiques démocratiques instaurées dans des pays où la bourgeoisie est déjà et depuis longtemps la classe dominante sans partage ne contribueraient pas à accroître sensiblement l'accumulation de capital dans les aires concernées, même si des régimes interprétaient plus ou moins bien les intérêts du développement capitaliste voire pouvaient y nuire, comme au Venezuela.

Le marché mondial, la division internationale du travail, les échanges inégaux, la globalisation des territoires productifs, le facteur géostratégique forment un cadre resserré dans lequel les marges de manœuvre d'une nouvelle république démocratique seraient infimes. À l'image des luttes de libération nationale du second après-guerre, les promesses de libération individuelle et de meilleures conditions de vie et de travail pour la population des révolutions politiques démocratiques sont vouées à l'échec. Il convient ici de souligner que l'action de Marx et Engels en faveur de la révolution démocratique, pour le libre-échange de marchandises contre les barrières douanières, contre la censure, pour la liberté de la presse, etc., devait permettre la formation de vrais marchés intérieurs nationaux, donc le développement du capital dans une aire donnée et, par conséquent, l'accroissement du nombre des ouvriers d'usine⁹, colonne vertébrale de la révolution communiste à venir¹⁰. Un contexte, celui-là, à ne pas confondre avec celui qui s'est dessiné à partir des années 1870 par la formation du marché mondial des marchandises.

4) L'instabilité politique et sociale est et sera le résultat de tout mouvement démocratique actuel. Instabilité qui sera d'autant plus profonde et durable que le mouvement démocratique persiste dans le temps et assume une forme révolutionnaire explicite. Ce tournant de nombreux mouvements démocratiques est sous nos yeux et ne peut que réjouir les révolutionnaires prolétariens. La déstabilisation des sociétés civiles du capital et la diminution de l'emprise de « ceux d'en haut » sur « ceux d'en bas » peut créer des conditions plus favorables à l'essor de la lutte de classes. Et notamment, si l'on observe les dynamiques des mouvements démocratiques actuels, de luttes ouvrières défensives d'ampleur qui font cruellement défaut en temps « normal ». Ainsi, l'émergence de nouvelles républiques démocratiques représenterait un terrain potentiellement plus favorable à l'éclosion de la lutte politique prolétarienne.

« *La république démocratique ne supprime pas l'opposition des deux classes ; au contraire, elle fournit le champ libre sur lequel la lutte peut se dérouler*¹⁰ » Friedrich Engels, « *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*¹¹ », 1884.

La république démocratique est mieux en mesure d'interpréter la dynamique du capital dans une aire donnée. Il s'agit de transposer dans la sphère politique le mouvement concurrentiel du capital, et donc d'intégrer les aspirations à diriger des diverses fractions qui émergent dans la dialectique la plus ouverte et encadrée par la loi. L'objectif étant la sélection et la synthèse la plus efficace du

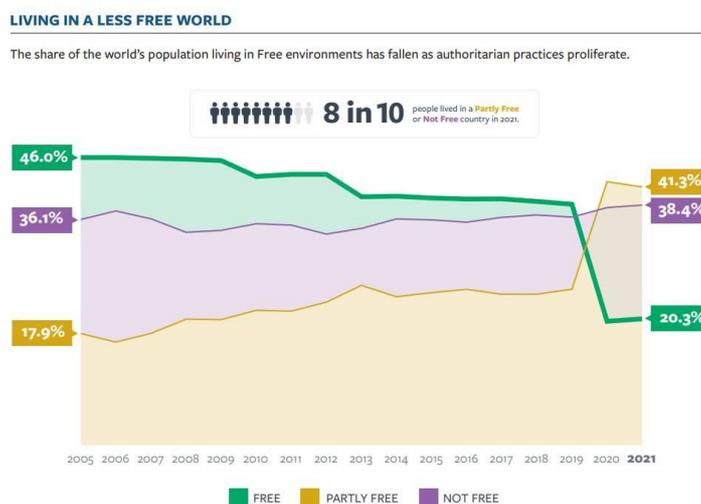
⁹ L'importance de la concentration du prolétariat et de sa taille est bien démontrée, a contrario, par le cas de la Grèce en 2010-2012. Ce pays connaissait, à ce moment-là, une situation prérévolutionnaire jalonnée par des manifestations massives très fréquentes, des affrontements incessants allant jusqu'au siège du Parlement, des grèves répétées dans les secteurs productifs cruciaux et dans la fonction publique. Mais la faille objective résidait dans la formation économique grecque. Il y a certes un prolétariat en Grèce mais, en excluant quelques rares usines d'importance et plutôt éloignées des centres urbains majeurs, la composition de classe était affaiblie par la présence d'un tissu de microentreprises qui employaient près de 50 % des salariés dont beaucoup étaient des autoentrepreneurs.

¹⁰ La Révolution française n'est pas le modèle de la prise du pouvoir politique de la bourgeoisie. Il en est plutôt l'exception. En Angleterre (en dépit de la Grande Rébellion de 1642-1651, dirigée par Oliver Cromwell), en Allemagne, au Japon et en Russie une partie des anciennes classes dominantes se transforme peu à peu et sans trop de heurts politiques en classe capitaliste. La rente, l'usure et le commerce font ainsi du capital productif la sphère dominante du capitalisme, prévalant sur le commerce et la finance.

¹¹ « *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État II La famille 4 La famille monogamique* » in : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000h.htm>

point de vue de l'accumulation de capital entre ces différents (et souvent divergents) intérêts des classes possédantes, contrairement à certaines conceptions erronées qui tiennent la démocratie pour le mal absolu capable de dissoudre le prolétariat, d'intégrer à jamais les opprimés réduits définitivement à des atomes. Ici, l'affrontement, quand il se produit, est directement entre bourgeoisie et prolétariat, entre le prolétariat et un État parfaitement aligné et pleinement représentant de la bourgeoisie dans son ensemble, et pas seulement d'un ou des secteurs de celle-ci. Et ce sans le fatras idéologique qui a si souvent plombé (et plombe encore) le combat politique du prolétariat dans les régimes non démocratiques bourgeois ou à démocratie « illibérale » à l'image de la Russie, de la Hongrie ou de la Turquie d'aujourd'hui.

Dans ces pays, l'urgence de gagner la liberté d'action, d'organisation, d'expression prévaut sur la lutte directe contre le rapport social du capital et de sa dictature qui est la base matérielle fondant toutes sortes de régimes politiques, démocratiques ou pas. L'illusion démocratique, y compris dans son involution régressive relativement récente d'illusion démocratique plébiscitaire, est d'autant plus puissante que la république démocratique est la forme aboutie de la dictature du capital.



La progression de la démocratie illibérale Source : *Freedom in the world 2022*¹²

« La forme la plus élevée de l'État, la république démocratique, [...] dans nos conditions sociales modernes devient de plus en plus une nécessité inévitable et [...] est la forme d'État dans laquelle seule la dernière bataille décisive entre le prolétariat et la bourgeoisie peut être menée... » Friedrich Engels « L'origine de la famille de la propriété privée et de l'État¹³ », 1884.

Certes, il n'y a pas de fatalité : la lutte de classes peut croître et même détruire le rapport social capitaliste, y compris dans les pays où ne règne pas la république démocratique. La révolution prolétarienne russe de 1917 en est un exemple. Le régime tsariste représentait les intérêts des classes dominantes, au sein desquelles la bourgeoisie était celle qui prévalait. La révolution prolétarienne en permanence a su faire une bouchée des tentatives démocratiques à la Kerenski et, dans la foulée, a bâti par le fer et le sang la dictature démocratique révolutionnaire des ouvriers et des paysans, le système des soviets. Néanmoins, la présence d'une république démocratique bourgeoise facilite potentiellement la tâche une fois l'autonomie ouvrière déployée. Une tâche qui s'est révélée finalement insurmontable en Catalogne 1934-1937 en dépit du formidable mouvement ouvrier révolutionnaire

¹² Voir : https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-02/FIW_2022_PDF_Booklet_Digital_Final_Web.pdf

¹³ « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État IX Barbarie et civilisation », in : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000o.htm>

à l'œuvre. À notre époque de retrait politique persistant du prolétariat, les mouvements démocratiques peuvent paver objectivement le chemin à la reprise de la lutte de classes, d'abord défensive.

- 5) Ces mouvements démocratiques ne doivent donc pas être classés d'emblée comme réactionnaires, comme l'expression d'une quelconque dégénérescence catastrophique du capitalisme tenaillé par ses contradictions irrémédiables. D'une part, ils sont la manifestation de la vitalité du libéralisme démocratique bourgeois, qui pourtant est en profonde crise dans les pays capitalistes avancés les plus anciens (les pays « occidentaux » pour se comprendre). Dans ces pays on assiste au contraire à la prolifération de rébellions réactionnaires (de droite et de gauche) à l'enseigne de la démocratie plébiscitaire, ou même proto-fascistes. D'autre part, comme nous l'avons indiqué plus haut, ils remettent en mouvement des sociétés civiles du capital en contestant l'ordre établi, en affaiblissant l'État, en général, et notamment ses forces armées. Si on ajoute qu'en leur sein pointe son nez avec une fréquence croissante la classe ouvrière comme telle par des grèves, des tentatives insurrectionnelles et par l'émergence d'embryons d'organisations de classe indépendantes, notre place de communistes est sans ambiguïté aux côtés de ces mouvements démocratiques.

Et ce surtout quand leur composition de classe est largement prolétarienne et quand en leur sein émerge une minorité libertaire significative capable de dépasser l'horizon de la demande de démocratie en pratiquant sans médiation les libertés qui manquent : liberté d'organisation, de manifestation, d'expression. Ce soutien politique actif et, en mesure de nos capacités, concret et direct, n'ira cependant pas jusqu'à confondre la cause ouvrière avec la demande de démocratie. Ce soutien politique n'a pas vocation non plus à semer l'illusion que ces mouvements aboutiront et, surtout, que la république démocratique va régler l'essentiel : la dictature sans partage du capital. Ce soutien politique, enfin, ne doit pas légitimer l'idée que de ces mouvements va mécaniquement renaître la lutte de classes indépendante. Affirmer que l'établissement de républiques démocratiques constitue le terrain le plus avancé pour que la lutte de classes devienne processus révolutionnaire prolétarien ne doit absolument pas être confondu avec un soutien indirect à la république démocratique. À l'ère de la domination planétaire du capital, la classe ouvrière n'a plus à accomplir (ou à impulser) la révolution bourgeoise qui transforme l'État et son exécutif en comité d'affaires des capitalistes. Ces derniers sont déjà partout aux commandes des États et les États eux-mêmes ont renforcé considérablement leur détermination de capitalistes individuels dotés de pouvoirs « spéciaux ».

- 6) Mais voilà, il serait erroné au plan de l'analyse critique et aussi de ses conséquences politiques de confondre le mouvement démocratique avec sa finalité et encore plus avec son éventuel aboutissement. Nous avons ainsi l'occasion d'expliquer la différence substantielle entre un mouvement et sa résultante. On ne peut pas juger un mouvement *en cours* sur ce qu'il en adviendra quand il ne sera plus là, au risque de contredire la méthode matérialiste. On juge un phénomène tant qu'il est visible et opérant. On ne peut pas assimiler l'*ex post* avec l'*ex ante*. De la même manière qu'il ne fallait pas juger les vagues révolutionnaires prolétariennes successives qui ont jalonné le XX^e siècle à leurs résultats tous contre-révolutionnaires, aujourd'hui il ne faut pas laisser à la bourgeoisie « démocratique » le monopole de la représentation des mouvements démocratiques de masse actuels.

Il ne faut pas oublier que le capitalisme, à la différence des sociétés divisées en classes opposées qui l'ont précédé, n'a pas peur des révolutions quand celles-ci finissent par renforcer sa domination. Le capital n'est ainsi pas en contradiction avec sa nature qui fuit la conservation, la stabilité et l'équilibre, et qui requiert, pour que l'accumulation augmente, le bouleversement permanent des conditions matérielles et sociales de la production et de la reproduction. Comme il tire son aliment de la lutte ouvrière tant qu'elle ne le terrasse pas, le capitalisme peut tirer avantage des révolutions démocratiques si elles raffermissent sa base sociale et politique. Quant aux communistes, notre représentation de ces mouvements n'est guère calquée sur celle des classes dominantes intéressées à la victoire de la république démocratique. Et cette représentation critique est inspirée exclusivement par la cause ouvrière. Les lignes d'action politique qui en découlent le montrent bien.

Elles sont résumées ainsi :

- Soutenir en priorité les fractions de ces mouvements démocratiques de masse qui ont tendance à descendre sur le terrain de l'action directe, qui mettent en pratique leur critique de l'État en dépassant la dimension revendicative pour embrasser celle de la prolifération de contre-pouvoirs, de la diffusion de pratiques de réappropriation de biens et d'espaces de liberté individuelle et collective.
- Favoriser l'émergence, dans ces mouvements mais aussi simplement à leurs côtés, de luttes et organisations ouvrières indépendantes avec la conscience que, par leur nature, ces mouvements démocratiques se conjuguent mieux avec des luttes défensives, économiques.
- Encourager la polarisation à la fois dans ces mouvements démocratiques entre les secteurs démocrates et les secteurs libertaires ET entre les premiers et les secteurs ouvriers qui bougent.
- Promouvoir la liaison entre les secteurs ouvriers en mouvement pour leurs propres intérêts spécifiques et les secteurs libertaires des mouvements démocratiques.
- Développer une propagande incessante contre la démocratie du capital dans toutes ses formes en dévoilant sa relation organique au rapport social du capital.
- Stimuler la réflexion dans les cercles politiques internes à ces mouvements qui en représentent le plus l'élan libertaire et la cause ouvrière sur la nécessité de la formation d'organisations politiques prolétariennes capables de dépasser le strict cadre national et d'embrasser le combat révolutionnaire global contre le capital et ses États. C'est ce que nous appelons le processus de centralisation politique sous les drapeaux du communisme.

En grande synthèse, l'enjeu est de tester la possibilité d'un processus révolutionnaire en permanence qui partant des luttes démocratiques dans des pays capitalistes dotés de régimes « illibéraux », fait émerger la variable indépendante ouvrière, recrée l'autonomie ouvrière, ses instituts et ses contre-pouvoirs préalables à la phase la plus incandescente de la révolution prolétarienne pour le communisme.

Bruxelles, Paris, Prague, 25 janvier 2023